

## Municipales : le gouvernement doit entendre l'expression démocratique

**Réélu avec 56,02% des voix, Christian Dupuy, Maire de Suresnes, estime que les résultats du premier tour traduisent un rejet de la politique gouvernementale et un attachement manifeste à l'autonomie communale menacée par la Métropole du Grand Paris. S'ils se confirment dimanche prochain au sein de l'agglomération parisienne, le Gouvernement devra revenir sur la mise en œuvre de la réforme instituant la Métropole du Grand Paris.**

A Suresnes les électeurs m'ont pour la 6<sup>ème</sup> fois renouvelé leur confiance en élisant dès le premier tour la liste Rassembler Suresnes que je conduisais avec 56,02% des voix contre 29,79% à celle de la gauche et des écologistes, et en me plaçant en tête dans 29 bureaux sur 30, dont 25 avec une majorité absolue.

Ils ont ainsi clairement manifesté leur approbation de l'action menée en profondeur pour la ville, et préféré la liste qui proposait de rassembler plutôt que celle qui choisissait le dénigrement pour attiser les dissensions et les antagonismes.

Je forme le vœu que les tensions qui ont été plus fortes que lors des précédents scrutins s'apaisent rapidement. Je serai, comme je l'ai toujours été depuis ma première élection, le Maire de tous les Suresnois.

J'entends, ainsi que je l'ai proposé au cours de la campagne, poursuivre la politique de longue haleine qui a fait de Suresnes une ville économiquement dynamique, forte d'une mixité sociale harmonieuse dans chaque quartier, d'une politique de l'habitat volontariste et équilibrée, et d'équipements publics riches en quantité comme en qualité. La généralisation sur l'ensemble de la ville des bonnes pratiques de l'éco-quartier Carnot Gambetta, mis en place durant le mandat écoulé, sera l'un des axes forts de ces prochaines années.

Par ce vote les Suresnois ont aussi manifesté clairement leur attachement aux libertés locales et à l'autonomie communale, menacées par la Métropole du Grand Paris telle que créée par le gouvernement et la majorité socialiste de l'Assemblée nationale. Comme je n'ai eu de cesse de le souligner tout au long de la campagne, cette réforme, qui supprimera les intercommunalités et privera le bloc communal de ses compétences essentielles tout en lui laissant la quasi-totalité de ses dépenses, se traduira par des hausses inévitables de la fiscalité locale et une gestion centralisée éloignée des réalités du terrain.

Les résultats du scrutin municipal ont délivré le même message avec éclat dans les Hauts-de-Seine où l'opposition nationale l'emporte dans 23 communes sur 36 dès le premier tour, mais au-delà dans tous les départements concernés et notamment en Seine-Saint-Denis où les candidats socialistes qui soutiennent ce fric frac institutionnel sont éliminés ou en mauvaise posture.

Si comme on peut l'espérer cette tendance se confirme au second tour, le gouvernement, qui a jusqu'ici refusé toute forme de consultation des populations concernées par la réforme, devra écouter le message des urnes et revenir sur un projet qui non seulement met à mal les acquis démocratiques de la décentralisation mais empêchera aussi l'ensemble des maires concernés de mettre en œuvre les programmes sur lesquels ils ont été élus.